

**SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DORDOGNE**

Extrait du Registre des délibérations du Comité Syndical

COMITE SYNDICAL DU 01/06/2022

**DELIBERATION N° 2022-06-069**

**Objet : Charte télétravail**

Membres en exercice	73
Titulaires présents	39
Suppléants présents	11
Votants	50

Le premier juin deux mille vingt-deux à 09 heures, le Comité du Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, s'est réuni à salle des fêtes d'Atur, sous la Présidence de Monsieur Philippe DUCENE, Président du SDE24.

**Date de convocation : 24/05/2022**

**Secrétaire de séance : Monsieur Dominique CAILLOU**

**PRESENTS :** Philippe DUCENE, Lionel ARMAGHANIAN, Maurice CHABROL, Serge MAZE, Alain CASTANG, Bernard FAGET, Alain MARTY, Huguette VILLARD, Jean Marie THOMAS, Jean Pierre LACOSTE, Béatrice HAGEMAN, Alain BUFFIERE, Dominique CAILLOU, Pierre CHEVALIER, Claudine FAURE, Frédéric BEAUVIER, Jean-René BERTIN, Josiane BOYER, Stéphane FAURE\*, Christian BROUSSE, Daniel BRAULT\*, Pascal COURNARIE, Agnès DAURIAC, Serge DOUMERC, Rodolphe DELCROS, Gilles BITTARD\*, Jean Michel DREUIL, Jean-Jacques DUMONTET, Dominique DURAND, Dominique IBERTO-POINTET\*, Michel LIGNAC\*, Jean Pierre FRAY, Patrick GRANEREAU\*, , Claire HENON, Jean-François LARAVOIRE, Jean-Marie MAIRE, Anne MARCHAND, Gérard MARTIN, Alain VILATTE\*, Raymond MARTY\*, Héloïse MARADENE\*, Marc MELOTTI, Gérard MOURET, Alain PIERREFITTE, Flore BOYER, Jean-Luc SANCHEZ, Eric LAFONTAINE\*, Gilbert RONDONNIER\*, Patrick TREILLE, Marie-Rose VEYSSIERE,

**\*Membres suppléants**

Lesquels membres présents forment la majorité de ceux actuellement en exercice et peuvent délibérer conformément aux dispositions de l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**EXCUSES REPRESENTES :** Denis BROUILLAUD, Jean-Louis CHAZELAS, Jean-Pierre DESVERGNE, Raymond FLEURY, Georges ELIZABETH, Philippe GEORGES, Benjamin GLAISE, Michel LAROUMAGNE, Jean François MARTINET, Jean-François MATHIEU, Bernard MAZET, Josiane SOURDET, Henri TONELLO,

**EXCUSES :** Michel AUGÉIX, Thierry BOIDE, Denis BROUILLAUD, Brigitte CABIROL, Daniel CHAUME, Jean-Louis CHAZELAS, Stéphanie CONTRERAS, François COURTEY, Jean-Pierre DESVERGNE, Eric DUBOIS, Georges ELIZABETH, Joël EYMET, Joël GADAUD, Philippe GEORGES, Benjamin GLAISE, Francis JAGOURD, Michel LAROUMAGNE, Jean François MARTINET, Jean-François MATHIEU, Bernard MAZET, Laurent PELLERIN, Alain POINET, Josiane SOURDET, Henri TONELLO, Eric VARIN, Marc MATTERA, Delphine LABAILS, Emeric LAVITOLA, Christian BORDENAVE, Sandrine HARTMANN\*, Florence GAUTHIER, Jean Michel CHABAUD\*, Gilbert DE MIRAS, René VISENTINI, Clovis TALLET,

**Administration et invités :**

**Présents :** Mme Camille BOULLEVEAU Directrice Générale des Services, Mme Catherine DORET Directrice Générale Adjointe, Mme Estelle LACHAUD Directrice de l'Innovation et de la Transition Energétique, M. Nicolas AUBIN Directeur des Travaux et du Contrôle, Madame Laurence MICHAUD Cheffe du service des finances, Madame Marlène BORGES CORREIA Responsable des ressources humaines, Florine FORGE Chargée de communication.



**Absents excusés :** M. Sébastien LAMONTAGNE, préfet de la Dordogne, M. Fabrice MAURIE, payeur départemental

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 modifiée relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133 précisant que les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public peuvent exercer leurs fonctions dans le cadre du télétravail tel que défini au premier alinéa de l'article L.1222-9 du code du travail ;

VU le décret n°2016-151 du 11 février 2016 modifié précisant les conditions et les modalités d'application du télétravail dans la fonction publique pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public ;

VU l'arrêté du 26 août 2021 pris pour application du décret n°2021-1123 du 26 août 2021 relatif au versement de l'allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics et des magistrats ;

VU l'avis du Comité Technique en date du 16 mai 2022 relatif à la mise en place du télétravail au sein de la collectivité dans les conditions mentionnées dans la « Charte du télétravail » annexée au présent rapport ;

Conformément à l'article L.1222-9 du code du travail, le télétravail désigne « toute forme d'organisation du travail dans laquelle un travail qui aurait également pu être exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors de ces locaux de façon volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication ».

La crise sanitaire de 2020 a généralisé le recours au télétravail de sorte que le SDE 24 souhaite inscrire durablement cette nouvelle organisation du travail.

En effet, l'adaptation des différents services a démontré la capacité de mise en œuvre du télétravail au sein de la collectivité, avec néanmoins ses limites.

Ainsi, la collectivité souhaite proposer à ses agents la possibilité de recourir au télétravail, tout en tenant compte qu'un agent qui exerce ses fonctions en télétravail est soumis aux mêmes droits et obligations qu'un agent exerçant sur son lieu d'affectation.

Le télétravail serait mis en place au sein du SDE 24 selon les critères et modalités définis dans la charte annexée au présent rapport.

**VU** le rapport présenté par Monsieur Pierre CHEVALIER, vice-président,

**Le COMITE SYNDICAL**, à l'unanimité :

- **DECIDE** l'instauration du télétravail au sein du SDE 24 ;
- **ADOpte** la charte du télétravail annexée.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour extrait conforme,  
Président du SDE24,  
**Philippe DUCENE**

